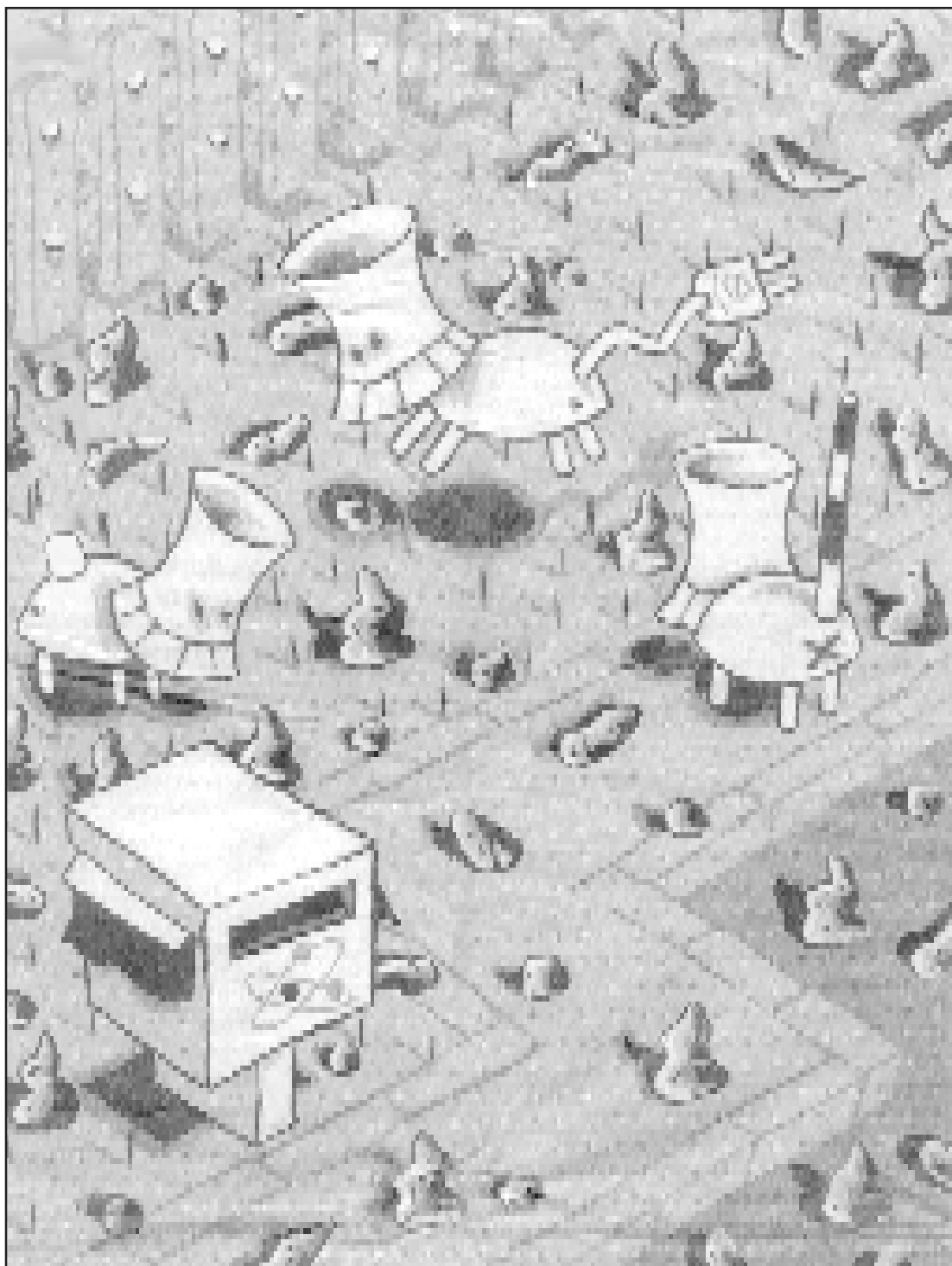


Janvier 2000

N° 51

CONTRASTOM



***Le nucléaire pollue, tue...
Il faut en sortir!***

Edito

Ont participé
à la réalisation
de ce numéro:

Yves
BISCHOF-
BERGER

Bernard
ENGEL

Philippe
GOBET

Anne-Cécile
REIMANN

Pierre
VANEK

CONTRATOM

Adresse:

C.P. 65
1211 GE 8

Local:
7 Carl-Vogt

CCP:
12-13446-0

Tél:
022
781 48 44

Fax:
022
320 45 67

Appelez-nous
pour prendre
contact, pour
recevoir
d'autres
documents,
pour être
informés sur
les dates des
réunions de
notre comité
et sur nos
activités.

Notre quotidien préféré, *Le Courrier*, publiait à fin décembre une interview du Conseiller fédéral Moritz Leuenberger. A la question simple et directe «*Faut-il se préparer à abandonner le nucléaire?*», le Conseiller fédéral en charge des questions énergétiques répondait qu'il «*n'y aura jamais de nouvelles centrales nucléaires en Suisse*» puisque dit-il «*Politiquement, c'est impossible, et économiquement, c'est inintéressant*».

Magistrale leçon sur comment éluder une interrogation gênante. En effet, la question à l'ordre du jour en Suisse n'est pas de construire ou non de nouvelles centrales atomiques, mais bien de décider si oui ou non on arrête celles qui tournent aujourd'hui dans notre pays, qui perpétuent en continu le risque d'un Tchernobyl helvétique et qui produisent à longueur d'année des déchets radioactifs mortels pour des générations.

Le refus de se donner les moyens d'arrêter les centrales «réellement existantes» et la volonté de les exploiter, envers et contre tout, pour des durées projetées toujours plus longues de 50, 60, 80 ans... répond à une volonté de rentabiliser des investissements massifs et insensés, ceci dans le contexte de la libéralisation projetée du marché de l'électricité et de l'exigence des milieux économiques d'une baisse importante des coûts de l'électricité ...pour les gros consommateurs.

Cette entreprise de gériatrie nucléaire, qui entraîne des risques chaque année accrus, liés au vieillissement des installations, répond aussi à une volonté de reculer au maximum l'échéance du démontage et de la liquidation définitive des centrales existantes, opérations dont les coûts et les risques ne sont évidemment pas pris en compte aujourd'hui de manière correcte.

C'est à ce jeu que se prête un conseiller fédéral qui se présentait naguère comme un opposant au nucléaire.

Mais il y a pire. Dans le numéro de décembre du bulletin de l'Association suisse pour l'énergie atomique (ASPEA) se trouve relatée une conférence du président de l'Association suisse des entreprises d'électricité qui annonce «*souscrire sans réserve*» aux thèses développées par ...Moritz Leuenberger, figurant dans un document issu d'un groupe de réflexion fédéral sur l'approvisionnement électrique à long terme, dans lequel le Conseiller fédéral en question affirme entre autres que: «*Pour le long terme, il convient de réserver la possibilité de recourir à de nouvelles techniques nucléaires, offrant des caractéristiques poussées de sûreté passive et inhérente*».

Duplicité surprenante? Pas vraiment. La leçon à en tirer, c'est que les antinucléaires n'ont aucun espoir à fonder, ni à court ni à long terme, sur autre chose que sur leur propre capacité à gagner les batailles politiques qui s'annoncent: refus de la libéralisation du marché de l'électricité, initiatives fédérales antinucléaires... entre autres!

C'est le choix de CONTRATOM. Si c'est aussi le vôtre, rejoignez-nous!

Pierre Vanek

Sommaire

Edito.....p.2

Nucléaire suisse:

Une, deux, trois...
de nombreuses pannes à
Mühleberg.....p.3-4

Autriche:

Une constitution résolument
antinucléaire.....p.5

Suède: Une de moins.p.5

Malville:

Superphénix est mort, mais
il rayonne encore.....p.6

Grande-Bretagne:

Et encore une de moins.p.6

France:

Une casserole nucléaire
pour DSK.....p.6

EPR: une victoire à court
terme ?p.7

100 000 signatures.....p.7

Turquie:

Et une de suspendue...p.7

Essais nucléaires:

Les USA refusent
l'interdiction.....p.8

Libéralisation du
marché: Nouvelles.....p.8

Europe de l'Est:

Quoi de neuf ?p.9

A lire:

France, poubelle
nucléaire.....p.9

Brèves.....p.10

Tokaimura:

Mort d'un homme et
autres suites.....p.11

Opinion:

L'actualité de la résistance
antinucléaire.....p.11

Der:

Merci Sylvie !p.12

Annonces.....p.13

Tirage 1300 ex.

Abonnement: 30 Fr.

Cotisation annuelle:

40 Fr.

Soutien:

60 Fr. ou plus....

Une, deux, trois... de nombreuses pannes à Mühleberg

La plus ancienne centrale nucléaire de Suisse à Mühleberg dans le canton de Berne, à 120 kilomètres de Genève, a connu une suite de défaillances sérieuses au mois de septembre dernier.

La place prise par l'accident majeur de Tokaimura au Japon, sans compter la barrière linguistique, a peut-être fait ce que cette affaire échappe à nos lectrices/eurs.

ContrAtom vous livre donc ici un article à ce sujet paru dans la revue de nos ami-e-s bernois *Mühleberg Stillegen* (N° de nov/déc.) et traduit par nos soins.

Rappelons qu'à fin juin dernier aboutissait une initiative populaire cantonale bernoise visant à changer les statuts de la compagnie exploitante, les *Forces motrices bernoises (FMB)*, pour obtenir un arrêt définitif de cette centrale nucléaire en 2002 et un désengagement du nucléaire de la part de ce distributeur.

Position évidemment aux antipodes de celle des autorités fédérales, qui avaient déjà ignoré le préavis cantonal négatif, majoritaire en votation populaire, lors de la reconduction de l'autorisation d'exploiter en 1992. (pv)

**Mühleberg
stillegen!**

Nous invitons nos lectrices/trices germanophones à s'abonner au journal de l'AMüs (Aktion Mühleberg stillegen) qui paraît 4 fois par an.

Abonnement: 15.- Fr.
Adresse:
AMüs Postfach 6307
3001 BERNE
CCP: 30-24746-7

Avec le temps, lorsqu'un réacteur nucléaire est exploité coûte que coûte, il se trouve souvent - pas toujours, mais de plus en plus souvent - une soupape, une conduite, un relais ou même un réservoir pour refuser de fonctionner. Le 7 septembre dernier plusieurs refus de ce genre s'accumulèrent. Cette co-incidence provoqua un arrêt d'urgence de la centrale. Sans que ses carences en matières de sécurité soient comblées, Mühleberg fut à nouveau couplée au réseau.

1^{ère} panne :

De l'huile coule. En fin d'après midi du 7 septembre les employés de la centrale de Mühleberg engagèrent le processus d'arrêt de la turbine B, parce qu'un palier à glissement avait commencé à fuir, laissant s'échapper de l'huile. Comme la réparation prévue dans la nuit été couronnée de succès, les rares et brèves informations que l'exploitant rendit publiques ne disent rien sur l'origine ou la date depuis laquelle la fuite était apparue.



2^{ème} panne :

La turbine B s'arrête inopinément: Afin de pouvoir procéder à la réparation de la fuite d'huile, on entame alors la procédure d'arrêt de la turbine. Le règlement d'exploitation exige que la pression de l'huile de lubrification soit d'abord testée à puissance réduite ; ce qui fut fait. Mais lors-

que les employés, à 17h32, voulurent passer de la configuration de test à la puissance d'exploitation normale, la turbine tomba en panne de façon absolument inattendue. On coupa alors l'alimentation en vapeur de la turbine. La raison de cet arrêt imprévu ne pu être éclaircie que bien plus tard.

3^{ème} panne:

Fuite de vapeur : A 18h25, on commença à vider la turbine B, comme la *Division pour la sécurité des installations nucléaires* l'écrivit aux opposants de la centrale (Aktion Mühleberg Stillegen). A 20h43 la turbine était à l'arrêt. Le réacteur ne fonctionnait alors plus qu'à moitié de ses capacités, puisque seule la deuxième turbine était encore opérationnelle. A ce moment une alarme feu fut perçue par le poste de commande, déclenchée par deux détecteurs du plafond de la salle des machines (dans le périmètre du réglage des soupapes des turbines). Le personnel de piquet qui a été envoyé en reconnaissance ne trouva pas trace de fumée, mais un levier de commande manuelle

défectueux, d'où s'échappait de la vapeur radioactive. La vapeur était montée jusqu'au plafond et avait ainsi déclenché l'alarme feu. On ne sait pas si les employés envoyés étaient munis d'un équipement adéquat (protection des voies respiratoires). Vraisemblablement non, puisqu'ils s'attendaient à trouver en face d'un feu.

La centrale de Mühleberg est un réacteur à eau bouillante. La vapeur qui entraîne les turbine provient directement du coeur atomique. L'eau froide baigne les éléments d'uranium. Même lorsque ceux-ci ne présentent pas de fissures, l'eau est contaminée par des

gaz rares radioactifs, tels le Xénon 138 et le Krypton 88. Le rayonnement intense du coeur engendre cette contamination. L'eau vaporisée est évacuée en direction de la salle des machines par des conduites qui la mènent directement aux turbines. En raison de cette forte charge ra-

- Suite en page 4 -

dioactive, l'incident arrivé à proximité des turbines est absolument inadmissible.

Le levier défectueux de la turbine A se situe à proximité du circuit de préchauffage de l'eau n° 3. La fuite est due à un joint de couvercle, que l'âge a rendu fragile et cassant. Le tableau de commande manuel fait partie du circuit de retour et est en temps d'exploitation normale ouvert. En ce qui concerne la vapeur libérée dans la salle des machines, il s'agit d'un condensé bouillant et pressurisé qui s'est vaporisé au contact de l'atmosphère normale.

Panne 4 :

Une erreur de pilotage de la soupape du circuit anti-incendie: La 4^{ème} panne survint dans le pilotage d'une soupape du système de protection contre le feu dans la sphère de l'alimentation d'huile. Mühleberg dispose depuis l'incendie dévastateur de 1971 de plus de 8 installations d'aspersion, afin d'être en mesure de combattre un brasier éventuel. A l'époque, au cours d'un test de mise en fonction, une fuite avait également laissé s'écouler de l'huile qui avait pris feu, attaquant les faisceaux de câbles. Une situation critique s'en était suivie, parce que plusieurs systèmes d'aide tombèrent et que la conductibilité du réacteur fut menacée. Une erreur dans le pilotage du système anti-feu peut avoir des conséquences fatales. Que se serait-il passé si, comme en 1971, un feu s'était déclaré ?

L'erreur dans la protection contre le feu déclencha instantanément un arrêt d'urgence. Par chance, les systèmes d'arrêt d'urgence - qui sont aussi venus avec les années - ne refusèrent pas de fonctionner, sinon il est fort à parier que l'Europe ne se serait pas, quelque trois semaines plus tard, intéressée à Tokai-mura.

Panne 5 :

A peine 13 heures après l'arrêt d'urgence, les forces motrices bernoises reçurent l'autorisation de redémarrage à moitié de la puissance en dépit du fait que les causes de la panne n'avaient pas encore été élucidées. Ce faisant, la turbine affligée de la fuite d'huile fut remise en service. Les opérateurs durent cependant constater que l'humidité de l'air dans le «Drywell» avait augmenté, que la température d'une conduite de ventilation s'était élevée au-dessus de la normale et que le niveau du réservoir de décantation n'était pas conforme. Le réacteur devait de nouveau être arrêté. Le personnel fut envoyé dans l'enceinte de sécurité pour chercher la fuite supposée. Ils découvrirent que deux soupapes de régulation de la pres-

sion, dont l'actionnement est nécessaire après un arrêt d'urgence, n'étaient pas correctement fermées. Ces soupapes, usées et grippées, semblaient avoir aussi connu une vie un peu trop longue ... Leur propre poids seul ne suffit plus à fermer les soupapes. Les travailleurs ne parvinrent pas non plus à les fermer totalement à la main. Cela ne suffit pas à émouvoir la *Division principale pour la sécurité des installations nucléaires* (DSIN) qui, interpellée, répond d'une façon lapidaire : «*De petites pertes de vapeur dans le "Drywell" ne constituent pas un problème technique de sécurité.*»

C'est dans ces conditions que le 8 septembre à 10 heures le réacteur fut remis en fonction à moitié de sa puissance (parce que le levier



de la turbine A était bloqué). Peu avant midi, la production de courant atteignit des valeurs de pointe au moment où le prix de l'énergie est au plus haut ...

Aktion Mühleberg Stilllegen a cherché des informations sur les problèmes ayant affecté les soupapes de régulation de la pression auprès de la NRC (autorité de sécurité des Etats-Unis). Voici ce que ces recherches ont mis à jour: Ces soupapes ont causé des problèmes dans les centrales de Browns Ferry 1 et Hatch 2 dès 1982. Là-bas, ces soupapes n'ont, après l'arrêt d'urgence, plus jamais fermé correctement, ce qui correspond exactement à ce qui c'est passé à Mühleberg.

Cependant, la NRC porte un jugement bien différent à celui de la *Division principale pour la sécurité des installations nucléaires*, car, avec à propos, elle lie cette défektivité connue à une autre erreur possible cachée. Ainsi, elle arrive à la conclusion que «*la fuite d'une soupape a pour conséquence la perte de vapeur dans le "Drywell" produisant un petit accident de perte de liquide caloporteur. La possibilité existe que, lors d'un arrêt d'urgence inopiné, la conduite de ventilation puisse se rompre si la soupape de sécurité défectueuse est ouverte.*»

Cela représente un risque majeur pour la sécurité par le simple fait que les conduites de ventilation assument une fonction très importante dans le refroidissement du réacteur en cas d'urgence. Nous ne comprenons pas comment la DSIN parvient à des conclusions aussi diamétralement opposées.

Soit la DSIN n'est pas capable de s'imposer face à la pression du profit économique exercée par les Forces motrices bernoises, soit elle n'est pas compétente pour évaluer sérieusement la situation. Sur ce point, nous (AMÜS) reviendrons à la charge auprès de la DSIN pour la confronter à l'évaluation des autorités nucléaires américaines.

Panne 6:

La panne d'information : Le jour suivant le début des pannes, les FMB ont émis un communiqué d'une dizaine de lignes, qui n'évoquait pas les soupapes défectueuses, ni l'erreur dans la gestion du système de protection du feu lors d'une alarme.

Bien sûr nous sommes accoutumés à la manière qu'ont les FMB de mini-

miser les problèmes qui se posent dans la centrale, mais il faut constater que la chose empire. Pour les personnes de la centrales, les problèmes ne sont apparemment pas un problème, suivant le dicton «*A l'ingénieur, rien n'est impossible*» on commence joyeusement à bricoler.

Monsieur Pfisterer de la direction sait vraiment comment, face aux journalistes, on dissimule les pannes sous une belle rhétorique. Quant à Dori Schär, du Parti qui a massivement participé au lancement de l'initiative, il se retranche dans un «*je-veux-passavoir-ce-qui-se-passe-là-bas*» particulièrement grossier.

Ce n'est évidemment pas la première fois, mais la DSIN donne, par son attitude dans cette affaire, une image calamiteuse d'elle-même, totalement soumise aux intérêts du profit des exploitants des centrales. Ces personnes sont à des années lumières de considérer ce problème et ses conséquences de façon approfondie.

Le réacteur vieillissant, la soif de profit de l'exploitant et la passivité de la DSIN forment une constellation dangereuse pour la population riveraine de la centrale et bien au-delà des frontières étroites de la Suisse. Et plus ça dure, plus ça augmente !!! ■

Une constitution résolument antinucléaire !

Au lendemain de l'opposition victorieuse contre son unique centrale nucléaire (Zwentendorf) lors du référendum de 1978, l'Autriche s'est dotée d'une «Loi interdisant la fission nucléaire à des fins énergétiques».

Vingt ans après, fruit d'un travail patient des organisations antinucléaires, le parlement à Vienne a voté, le 13 juillet 1999, une nouvelle «Loi pour une Autriche non nucléaire», bien plus complète que celle de 1978 et désormais intégrée à la constitution autrichienne:

1° Sur le territoire autrichien, il est interdit de fabriquer, stocker, transporter, tester ou utiliser des armes nucléaires. Il est interdit de mettre en œuvre des installations pouvant servir à stationner des armes nucléaires.

2° Il est interdit de construire des installations servant à la production d'électricité par la fission nucléaire.

3° A moins que des conventions internationales y obligent le pays, il est interdit de transporter des matières fissiles sur le territoire autrichien. Est exempt de cette interdiction le transport aux seules fins pacifiques (médecine, etc.), mais non le transport aux fins de production d'énergie.

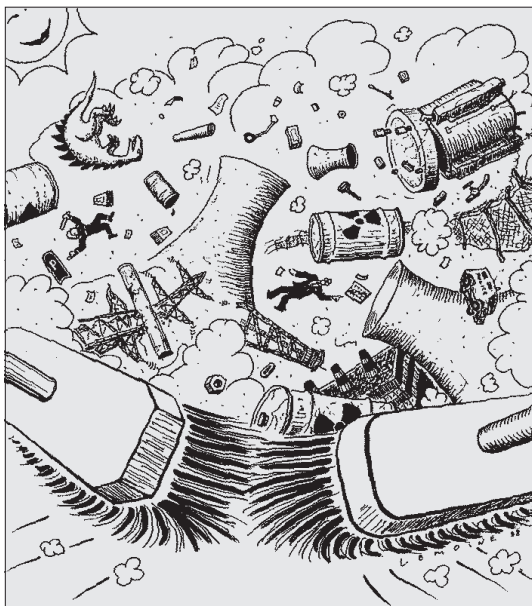
4° Une législation appropriée devra garantir la compensation adéquate de dommages qui interviendraient en Autriche à la suite d'un accident nucléaire, ainsi que l'obtention de cette compensation auprès des éventuels auteurs étrangers des dommages.

Plan d'action antinucléaire

Les députés ont également voté récemment un «Plan d'action» visant surtout les centrales nucléaires des pays de l'Est dans le cadre de l'élargissement de l'Union européenne. Entre autre, l'Autriche s'y propose de freiner sérieusement, voire de bloquer, le processus d'entrée aux pays, candidats à l'adhésion, au cas où ils ne ferment pas leurs centrales à haut risque (Kosloduy, Bohunice...) à des dates précises. Certaines centrales existantes ou en construction, comme le VVER-1000 de Témélin en République Tchèque, devront être portées au niveau de sûreté requis en Allemagne. Sinon, des dates définitives de fermeture devront être fixées.

On n'est pas retourné à la bougie !

L'explication de la réussite économique autrichienne sans recours au nucléaire n'est pas que «les Autrichiens importent aujourd'hui l'électricité d'origine nucléaire dont ils ont besoin de l'étranger [...] de Tchernobyl». (Georges Charpak, le 31 janvier 1997 sur France 2). D'abord, l'Autriche exporte, sur les années, autant d'électricité qu'elle n'en importe. Ensuite, la part de l'électricité nucléaire (importée) dans sa consommation nationale est de 4,5 %. Rien de cette petite mais toujours trop importante part du nucléaire ne provient de Tchernobyl. La rumeur, vérifiée, est partie en fumée.



Dessin Philippe Lemoine

L'explication sérieuse de cette réussite, c'est que le refus du nucléaire a libéré l'initiative. Malgré de nombreuses pareses, les économies d'énergie se sont de plus en plus imposées dans tous les secteurs. Place modeste au chauffage électrique. Production simultanée d'électricité et de chaleur par la quasi-généralisation du cycle combiné, surtout au niveau des électriciens municipaux dont l'indépendance et les initiatives constituent un modèle. Construction, remise en service, modernisation d'un nombre considérable de mini-centrales hydrauliques. 70 % de l'électricité produite en Autriche provient de l'hydraulique avec une modeste poursuite de grands et moyens barrages. Essor de la biomasse avec des réseaux de chaleur performants (alimentant des ensembles tels que écoles-mairie-HLM)

avec notamment l'utilisation de déchets forestiers. Essor du solaire : avec environ 200 m² pour 1 000 habitants, l'Autriche occupe le second rang en Europe derrière la Grèce pour la surface de capteurs installés. Enfin l'Autriche, n'en déplaie à EDF, produit environ les mêmes émissions de gaz à effet de serre, par habitant, que la France 1... Si, en politique antinucléaire, il y a des avancées continues, c'est que dans ce domaine il y a le consensus le plus large et le plus déterminé parmi la population autrichienne.

Heinz STOCKINGER (PLAGE)

Contact: PLAGE
Arenbergstrasse, 10 A
5020 Salzburg
Autriche
E-Mail:
plage@salzburg.co.at

Cet article est inclus dans la lettre d'info n°7 du réseau «Sortir du nucléaire» de Novembre 1999 qu'on trouve comme beaucoup d'autres infos intéressantes sur le site internet:
www.sortirdunucleaire.org

Suède: Un de moins

Le 30 novembre dernier, la Suède a procédé à l'arrêt définitif d'un premier réacteur nucléaire à Barseback dans le sud du pays.

Il s'agit de la mise en application par les autorités d'une décision issue d'un référendum datant de 1980, lors duquel une majorité de Suédois-e avaient voté pour une sortie du nucléaire.

Le réacteur mis à l'arrêt, d'une puissance de 600 Mw, avait 24 ans d'âge et avait connu une série d'avaries que nous avions relatée à l'époque.

Le deuxième réacteur de la centrale de Barseback devrait quant à lui être arrêté en 2001. Mais il n'y a pas à ce jour de plans concrets pour la fermeture des dix réacteurs restants qui fournissent près de la moitié de l'électricité du pays.

Le lobby atomique n'a évidemment pas baissé les bras et mène campagne pour un retour en arrière! Affaire à suivre donc...

[pv/source Reuters 8.12.99]

Superphénix est mort, mais il rayonne encore

La première des trois phases de démantèlement du surgénérateur de Creys-Malville a commencé. Le processus complet devrait durer jusqu'en 2005, et coûter plus de quatre millions de francs suisses. Une récente table ronde, organisée par le WWF-Genève et le Département de l'intérieur, de l'agriculture et de l'environnement (DIAE) du Canton de Genève, faisait récemment le point sur «l'après-Superphénix».

Ce démantèlement pose en effet de nombreuses questions liées notamment au sort à réserver aux quelques 70 tonnes de plutonium dont on ne sait que faire. L'usine recordman de pollution de La Hague est chargée de la délicate tâche consistant à fabriquer du combustible mixte MOX avec ce plutonium extrêmement radioactif. Mais cette fabrication coûteuse avance lentement et avec peu de résultats, et le plutonium doit être de qualité récente (on parle de 5 ans) pour être utilisable. Les trois intervenants¹ s'accordent sur la nécessité de stocker les déchets sur le site même des centrales, et de trouver rapidement ce qu'il convient d'en faire. Il est plus urgent que jamais de sortir du nucléaire et de faire un bilan de la quantité de matière à gérer.

Ces conclusions rejoignent largement celles du rapport sur les «conséquences des installations de stockage de déchets nucléaires sur la santé publique et l'environnement» que Michèle Rivasi, aujourd'hui députée de la Drôme, a présenté à ses collègues de l'Office parlementaire d'évaluation des choix scientifiques et technologiques (voir *Libération* du 29 octobre dernier). Un rapport très peu rassurant qui semble être une petite bombe, puisqu'il fera l'objet d'une audition publique en janvier avant de pouvoir être recommandé au gouvernement. Une procédure qui n'avait plus été appliquée depuis 1991.

Mme Rivasi y relève notamment l'incapacité de l'usine de la Hague à restituer aux pays propriétaires les déchets qu'elle traite pour eux. Selon la *Cogema* elle-même, il faudrait au rythme actuel vingt ans pour tout réexpédier, pour peu que les clients étrangers respectent leurs engagements, ce qui n'est pas du tout acquis. A en croire le rapport, la gestion des



photo JJK

déchets de manière générale se fait dans l'incohérence la plus totale. Reste à voir si Jospin en tirera les conclusions qui s'imposent devant le tableau effrayant brossé par la députée...

Il est impératif qu'une prise de conscience de grande ampleur, rapide et mondiale, permette à l'humanité d'arrêter dès demain la poursuite de l'erreur nucléaire. Que notre jeune espèce abandonne sa prétention à être en mesure de faire joujou avec des matières dont la durée de dangerosité est incommensurable, même en regard de la durée totale de l'histoire humaine.

Bernard Engel

¹ Monique Séné (Groupement de scientifiques pour l'information sur l'énergie nucléaire), Didier Anger (conseiller régional vert en Basse-Normandie) et Pierre Lehmann (ingénieur et physicien, membre du WWF suisse). Débat animé par Jacques Mirenovicz, journaliste scientifique, voir aussi le compte-rendu paru dans *Le Courrier* du 23.11.99.

Grande-Bretagne Et encore un de moins...

L'une des centrales nucléaires les plus anciennes d'Angleterre, celle de Bradwell au Nord Est de Londres, sera fermée en 2002, apprenait-on début décembre. Trois ans de travaux au-delà de cette date sont prévus pour décharger le combustible des deux vieux réacteurs Magnox qui équipent la centrale. Selon la compagnie étatique *British Nuclear Fuels*, propriétaire de l'installation, il n'y avait aucune justification économique à investir les millions de dollars nécessaires pour garder l'installation en état de marche...

[pv/source: AP du 1.12.99]

Une casserole nucléaire pour DSK

La Cour des comptes française enquête sur la réalité du travail fourni entre 1994 et 1997 par Dominique Strauss-Kahn, ancien ministre de l'économie du gouvernement Jospin, dans le cadre d'un mandat de consultant pour EDF. Après avoir été le ministre de l'industrie, très nucléocrate, du gouvernement Bérégovoy, et se retrouvant au chômage pour cause de razzie-marée de la droite aux législatives, DSK crée un petit cabinet privé opportunément baptisé *DSK Consultant*.



Entre autres juteux mandats (on pense tout de suite à la MNEF, allez savoir pourquoi), DSK travaille pour EDF, alors présidée par Gilles Ménage, ancien directeur de cabinet de François Mitterrand. Ménage déclare que c'est le directeur général qui signait les contrats, mais qu'il se souvient d'une mission confiée à DSK : «Il a effectué des prestations utiles dans le domaine du nucléaire. Il est notamment allé voir des Verts allemands pour les convaincre d'infléchir certaines positions.»

Un job de lobbyiste plutôt généreusement rémunéré, puisque l'ancien champion de la privatisation à tout crin⁽¹⁾ a touché un million de francs français (250 000 francs suisses) pour ses «prestations utiles». Une broutille pour EDF, si l'on met cette somme en regard de celles, déjà dépensées ou simplement planifiées, englouties en pure perte par le seul surgénérateur Superphénix.

[be/source: *Le Parisien*, 9.12.99]

¹ Rappelons que le gouvernement Jospin, sous l'impulsion de la politique économique de Strauss, a d'ores et déjà réalisé des privatisations dont les montant cumulés dépassent le total de celles effectuées par les gouvernements Balladur et Juppé réunis.

EPR: une victoire à court terme ?

Aucune décision sur le réacteur européen EPR ne sera prise avant 2003. La manifestation du 28 novembre a été annulée dans l'urgence.

L'été fut chaud. Face à la volonté affichée d'EDF et de Framatome de pousser le gouvernement français à passer commande avant fin 1999 d'un prototype de réacteur EPR, c'est l'ensemble des antinucléaires de France et des alentours qui faisait monter la sauce, annonçant notamment une grande manifestation unitaire pour le 28 novembre (cf. CONTRATOM N°50, oct. 99). La menace de Dominique Voynet de quitter le gouvernement si El Jospino venait à prendre une telle décision de relance inconditionnelle du programme nucléaire français sans débat a peut être pesé dans la balance.

Toujours est-il que, le 14 octobre dernier, EDF et Framatome annonçaient que nulle décision concernant l'EPR ne serait prise avant 2003 ou 2004. La mobilisation avait donc porté ses fruits, et, suivant en cela les Verts, Greenpeace décidait de ne pas maintenir la dite manifestation. Privilégiant l'aspect unitaire, d'autres organisations annonçaient donc à leur tour l'annulation de la démonstration, même si certaines étaient favorables à son maintien. Des délais trop courts ont alors empêché une consultation des militants de base à ce propos.

Le recul du lobby nucléaire sur l'EPR est bel et bien une forme de victoire. La politique nucléariste a de moins en moins de soutien dans l'opinion publique, et cette tendance se fait sentir en France également. Cependant, on aurait tort de trop se réjouir. 2003, c'est vite là, et à cette date, il y a des chances que les nucléocrates aient retrouvé une conjoncture politique plus favorable.

Relevons tout d'abord qu'il n'y a pour EDF aucune urgence objective à étudier les options de renouvellement du parc nucléaire français. Le dispositif en place est prévu pour durer jusqu'en 2030. Ensuite, l'allemand Siemens, partenaire de Framatome sur le projet EPR, a tout intérêt à ne pas trop s'impliquer tant que le gouvernement Schröder n'a pas «clarifié» sa volonté affichée de sortir l'Allemagne du nucléaire. Et bien entendu, on peut parier qu'en 2003 ou 2004, le prochain président de la République aura bien plus les coudées franches pour prendre ce genre de décision délicate. Le temps peut donc jouer en faveur des nucléocrates, et la mobilisation ne doit pas faiblir.



Lou Jospinou promet qu'avant toute décision aura lieu un «large débat démocratique et scientifique». Une déclaration qui ne mange pas de pain et qui calmera les naïfs. Ça fait quand même depuis les années 60 que la France (et le reste du monde) attendent ce débat. En attendant, EPR ou pas, le lobby de l'atome n'est toujours pas en mesure de proposer autre chose que des emplâtres sur une jambe de bois.

Ainsi de ce fameux EPR (European Pressurized Water Reactor), présenté comme le réacteur magique du troisième millénaire, et qui n'est en fait qu'une version vaguement améliorée des derniers réacteurs mis en service en France. Même si quelques petits efforts ont été fait sur la sécurité, sans pour autant garantir l'absence de risque d'accident majeur, l'EPR ne résout strictement rien dans le domaine de la production de déchets. Sur ce terrain, rien de neuf: on continuera à vouloir enfouir les bidons dans des couches géologiques supposées stables, et à laisser ainsi de petits cadeaux rigolos aux victimes des tremblements de terre des siècles et millénaires à venir.

En attendant, les chiffres restent dramatiquement plus parlants que tous les discours: EDF consacre annuellement 5 milliards de francs français (1,25 milliards de francs suisses) au développement du nucléaire, contre 50 millions (12,5 millions) pour les autres énergies, hydraulique comprise!

À l'heure actuelle déjà, en situation de monopole, EDF ne regarde que les coûts économiques et le prix du kilowatt/heure pour orienter ses choix énergétiques. Les potentiels coûts écologiques (qui impliquent des risques majeurs pour les populations) sont secondaires. Qu'en sera-t-il de cette tendance quand le marché de l'énergie sera libéralisé, et qu'EDF devra adapter ses prix à la concurrence?

Bernard Engel



réseau

sortir du
nucléaire

100 000 signatures

Alors que 100 000 signatures contre le projet de réacteur nucléaire EPR viennent d'être recueillies, le Réseau «Sortir du nucléaire» générerait-il EDF au point que ce dernier engage un procès à son encontre ?

Crée, il a deux ans, par quelques militants associatifs, le Réseau «Sortir du nucléaire», a connu un rapide succès et a su fédérer plus de 480 associations.

Rançon de ce succès, le Réseau connaîtra son premier procès, ce mercredi 5 janvier devant le Tribunal de Grande Instance de Paris.

EDF attaque le Réseau en justice pour diffamation ainsi que les auteurs d'un article intitulé «L'effet sur la santé des lignes à haute tension» paru dans une publication du Réseau et sur son site internet.

En tentant de frapper très lourdement le Réseau au portefeuille, EDF tente de museler et de réduire au silence un réseau citoyen et indépendant, bien décidé à continuer à faire entendre une autre voix.

Le procès interviendra au moment où le Réseau vient d'atteindre l'objectif de 100 000 signatures contre le projet de réacteur nucléaire franco-allemand EPR ouvrant la voie à un nouveau programme nucléaire français.

Communiqué du Réseau.. du 24.12.99

Turquie Et une suspendue...

Le gouvernement turc a le projet de construire une centrale atomique, à deux réacteurs devisée à 5 milliards de dollars, au bord de la Méditerranée, près du village touristique d'Akkuyu. Ce projet suscite une vive opposition de défenseurs de l'environnement arguant qu'il est particulièrement irresponsable de projeter une telle installation dans une zone sujette aux tremblements de terre. Après celui du mois d'août qui a tué plus de 18 000 personnes, cet argument pèse lourd. Le 30 décembre on apprenait que le gouvernement turc, qui devait attribuer le contrat avant la fin de l'année à l'un des consortiums internationaux ayant soumissionné, avait reporté sa décision définitive...

[pv/source: Reuters du 30.12.99]

Les USA contre les essais nucléaires ? C'est NON!

On avait un peu baissé la garde ! Le tollé général engendré par les essais nucléaires français semblait démontrer une résistance quasi planétaire aux expériences nucléaires.

Le monde entier prenait enfin conscience du danger représenté par ces funestes expérimentations. L'ère de l'«équilibre de la terreur» par stock de bombes atomiques interposé avait vécu ! Pour le nucléaire, c'était son chant du cygne, pensaient certains.

Puis, il y eut encore les essais indiens et pakistanais. Là, curieusement, les protestations se firent moins vigoureuses. On



Vu par Reumann dans La Tribune du 15 octobre

sembla y attacher moins d'importance, comme s'il s'agissait des derniers soubresauts avant l'extinction des feux. De toute façon, on s'acheminait, lentement, mais sûrement vers un avenir sans essais nucléaires ! Quel soulagement !

Et pourtant, ...et pourtant le 14 octobre dernier, le sénat américain refusait de si-

gner le traité d'interdiction globale des essais nucléaires !

Quelle tuile ! Que d'espoir déçus ! Quel coup porté tant à l'avenir du pacte international qu'à l'ensemble des traités visant à l'interdiction des armes de destruction massive. Toutes ces années d'efforts, de négociations, de manifestations, réduites à néant ?

Connaissant l'influence des Etats Unis sur le reste du monde, quelles vont être les répercussions de ce refus ? Qui nous dit que la Russie, la Chine, l'Inde et le Pakistan ne vont pas être tentés de procéder à de nouveaux essais.

Et si l'Iran, l'Irak, la Corée du Nord, l'Indonésie et même l'Egypte s'y mettaient aussi, bientôt suivis par le Japon et la Corée du Sud ?

Quelle pétaudière ! On n'a pas fini de rigoler ! Combat d'arrière garde, la lutte antinucléaire ? Mon oeil !

Anne-Cécile

«Libéralisation»

Nouvelles du front

Dans le numéro 49 de ContrAtom paru en juin 1999, nous vous avons entretenu des risques prévisibles de la libéralisation dans le domaine du marché de l'électricité. Rappel en gros: l'économie va primer sur la politique, donc fin d'une politique de l'énergie, ouverture au courant «sale» de centrales nucléaires encore plus pourries que les nôtres, éventuelles faillites des barrages existants, fins des filières solaire et éolienne, aucune prise en compte du développement durable, etc. Il nous paraît utile de vous livrer quelques nouvelles intéressantes dans ce domaine...

Les libéraux plus fort que les écolos ?

Les anglo-saxons avec Thatcher puis Blair ont pris beaucoup d'avance sur nous dans les privatisations et les «libéralisations». Résultat: plus d'un million d'Anglais sont privés de courant et de gaz, faute de pouvoir payer leurs factures. Chez les pauvres, on installe même des compteurs à prépaiement, ce qui revient PLUS CHER par kwh et près de 1,5 millions de foyers ont renoncé à les utiliser, par manque de moyens... Les nucléocrates accusaient les écolos de vouloir nous faire retourner à l'ère de la bougie, les libéraux l'ont réussi, youpie !!! [source Energie Panorama n.318]



Colorado: ça fonctionne!

Aux USA, un comité consultatif de l'Etat du Colorado s'est prononcé contre la libéralisation totale du marché de l'électricité dans l'Etat. «Notre système fonctionne bien» a commenté le sénateur président ce comité. Il n'a pas encore compris que le but n'était pas d'améliorer le système mais de faire plus de pognon pour certains ? C'est paraît-il la crainte d'une hausse des tarifs du courant qui a motivé cette décision. [Source : idem n.325]

Et au Mexique...

Vingt mille personnes ont défilé dans les rues de Mexico pour s'opposer à la privatisation du secteur électrique. [Source idem n.319]

Destruction d'emplois

En Allemagne, le syndicat du Service Public estime que la libéralisation et les fusions dans le marché national de l'élec-

tricité vont entraîner la suppression d'au moins 70 000 emplois dans le pays. [Source : idem n.325]

Barrages contre la privatisation

Au Brésil, le gouverneur de l'Etat du Minas Geiras est opposé à la privatisation de l'entreprise électrique régionale et menace de détourner le cours de plusieurs rivières qui alimentent des barrages de la compagnie !!! [Source: idem n.318]

Contradictions helvétiques

En Suisse, le Vorort fait pression pour la libéralisation et la baisse des tarifs, contre les électriciens qui veulent préserver leurs investissements. Les gros barrages, dont l'amortissement est prévu sur 80 ans, risquent de partir en faillite, car leur courant sera trop cher. Evidemment, il s'agit d'investissements publics (par exemple des caisses de pension)... Une fois la faillite déclarée, c'est nous les citoyens qui auront perdu notre investissement, mais c'est quelques uns qui rachèteront les barrages à bas prix et pourront se faire de jolis bénéfices...et le tour est joué !

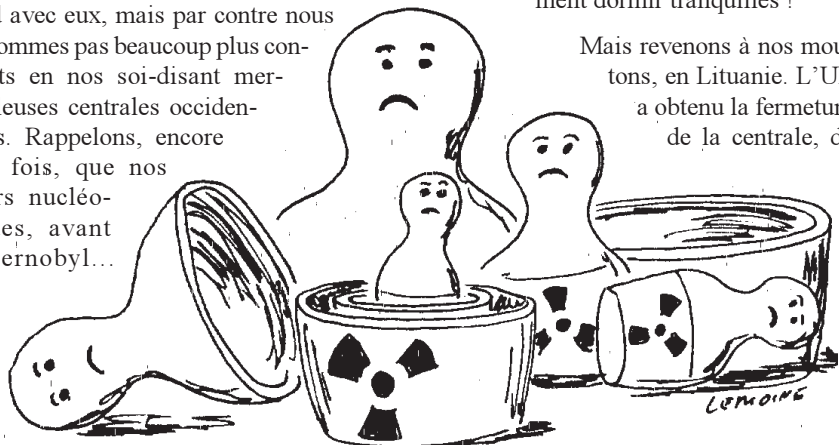
Lire à ce sujet l'excellent article de Philippe Bach dans *Le Courrier* du 27 novembre 1999. Quotidien indispensable auquel nous vous invitons au passage à vous abonner...

Philippe Gobet

Et à l'Est, quoi de neuf ?

La centrale d'Ignalina en Lituanie sera démantelée en 2005. Ses réacteurs de type Tchernobyl faisaient peur, entre autres, aux dirigeants de l'Union Européenne.

Pour une fois nous sommes assez d'accord avec eux, mais par contre nous ne sommes pas beaucoup plus confiants en nos soi-disant merveilleuses centrales occidentales. Rappelons, encore une fois, que nos chers nucléocrates, avant Tchernobyl...



...vantaient le nucléaire soviétique qui était bien plus avancé parce que là-bas, il n'y avait pas tous ces salauds d'écolo, etc.

Bon, ce n'est peut-être pas les mots exacts mais le sens général y est... D'ailleurs à l'Est aussi la confiance dans l'artisanat local existe comme en témoigne cette déclaration d'un ingénieur slovaque: «*Je n'habiterais pas ici (près d'une centrale) s'il y avait un danger. Je suis ingénieur et je m'y connais.*»

Voilà qui nous rassure pleinement! Il s'y connaît! Bon, la sagesse populaire nous dit aussi que les cordonniers sont les plus mal chaussés.

En Bulgarie devant une autre centrale, Kozlodouï, qui doit être fermée d'après l'UE (Union Européenne), on trouve ce panneau «*Kozlodouï: sûre, écologique, fiable*»... Cette fois vous pouvez vraiment dormir tranquilles !

Mais revenons à nos moutons, en Lituanie. L'UE a obtenu la fermeture de la centrale, de

type Tchernobyl donc sans structure de confinement en cas de fuite radioactive.

Cette fermeture est malheureusement ressentie par une part importante de la population comme un *diktat* peu justifié. Pourtant, une des premières révoltes contre l'URSS fut une manifestation écologique au pied de la centrale. Mais depuis lors, elle était considérée comme un outil d'indépendance énergétique vis-à-vis du puissant voisin...

Une troisième centrale à Bohunice en Slovaquie, doit être fermée avant toute intégration dans l'UE, selon les désirs de la Commission Européenne. Hélas le nou-

veau calendrier ne prévoit ces fermetures qu'entre 2002 et 2010... L'Autriche, fermement antinucléaire (voir l'article à ce sujet en page 5) se bat pour une fermeture plus rapide.

En Ukraine, le dernier réacteur de Tchernobyl a été remis en fonction après cinq mois d'arrêt. Là aussi l'Union Européenne a promis des fonds dans le but d'obtenir la fermeture définitive de la centrale, fonds servant à reconstruire deux réacteurs de remplacement (à Rivne et Khmel'nitska). Bref ce n'est donc pas une sortie du nucléaire... Il est possible que quelques améliorations au niveau de la sécurité soient bonnes à prendre, mais un investissement dans des énergies renouvelables et surtout l'utilisation plus rationnelle de l'énergie ne serait-il pas plus efficace ?

Concernant la politique nucléaire dans les pays de l'Est, nous avons eu une bien mauvaise nouvelle: **l'arrestation, en Belarus (Biélorussie) du Recteur et du Vice-recteur de l'Institut de Médecine de Gomel.** Les professeurs Yuri Bandazhevsky et Vladimir Ravkov ont également été démis de leurs fonctions... Ils sont connus pour leurs travaux concernant les effets sur l'organisme des retombées de Tchernobyl... Effets toujours en partie niés y compris par les nucléocrates occidentaux. Si vous désirez intervenir en faveur des ces scientifiques, *Amnesty International* peut vous donner plus de détails.

Philippe Gobet

FRANCE, POUBELLE NUCLÉAIRE

Perline, diplômée de l'école des Mines de Paris et docteur ès-sciences-technologie-société, dresse dans son dernier ouvrage un portrait alarmant des conséquences, passées, présentes et futures de l'insouciance avec laquelle sont abordées en France les questions liées aux risques nucléaires.

Deux-cent-vingt-trois pages d'informations rares et brûlantes, appuyées sur des sources et des chiffres avérés, nous donnent un aperçu peu rassurant des effets dramatiques de la politique d'apprentis-sorciers auxquelles se livrent les autorités françaises depuis les débuts du programme d'énergie atomique.



Stockage des déchets imparfait ou inexistant, techniques de confinement obsolètes trente ans après leur mise en application pour des déchets dangereux pour un million d'années, rejets aussi massifs qu'illégaux dans les fleuves et mers du globe... Autant de bombes à retardement disséminées en toute impunité par ceux que Perline qualifie de criminels parfaits, puisque les cadavres n'apparaîtront qu'après leur propre décès.

On n'en finirait pas de relever tout ce que cet ouvrage contient d'informations aussi précieuses qu'effrayantes. On relèvera, à titre d'exemple parlant, que la *Commission Internationale de Protection contre les Rayonnements ionisants* affirmait en 1990 déjà que les normes officielles en

matière de rayonnements étaient une mesure fallacieuse, car il n'existe aucune dose de radiations qui soit inoffensive. La constitution humaine est le facteur déterminant. La CIPR précise que «*la limite de dose est largement mais de façon tout à fait erronée considérée comme la ligne de démarcation entre l'inoffensif et le dangereux*».

Le réseau français «*Sortir du nucléaire*», qui fait l'éloge du livre dans sa lettre d'information de novembre 1999, en dit que «*par les nombreuses références qu'il contient, [il] fait partie de ceux qui méritent d'être présents chez tous les citoyens soucieux de l'avenir*». On ne saurait les contredire.

Bernard Engel

France, poubelle nucléaire (1999), par Perline, 223 pages, Editions Raymond Castells.

A commander sur le site: www.sortirdunucleaire.org, ou à l'adresse du: Réseau Sortir du nucléaire, 9 rue Dumenge, F-69004 LYON, pour 141 Francs français.

Mauvais effet dans le paysage

Qu'est-ce qui fait «mauvais effet dans le paysage»? Une tour de refroidissement? Une usine de retraitement? Des pylônes d'une ligne à très haute tension? Vous n'y êtes pas: ce qui fait mauvais effet, je vous le donne en mille et sans plus attendre, sans paraphrases ni circonvolutions oiseuses, de but en blanc et sans détours, c'est... «les initiatives Moratoire-Plus et Sortir du nucléaire»!!! L'Association Suisse pour l'énergie atomique, qui, on le voit, ne craint pas les images fortes, pense en effet que la Suisse, qui est le premier pays européen à avoir signé le Protocole de Kyoto concernant les gaz à effet de serre, ne peut pas se priver de cette source d'énergie merveilleusement écologique qu'est le nucléaire. Et après ça on dit que les nucléocrates n'ont pas le sens de l'humour...

[pg/source: Flash nucléaire]

Réacteurs à boulets

Non il ne tire pas des boulets, rassurez-vous. Le gouvernement sud-africain vient d'accorder une autorisation au développement d'un petit réacteur dit «à lit de boulets». Un consultant de Pretoria a insisté sur ses qualités spécifiques en matière de sûreté: des systèmes passifs qui excluent toute fusion du cœur et tout relâchement dans l'atmosphère. Ce réacteur à boulets n'a pas besoin d'eau et peut donc être construit n'importe où. Ça c'est sympa, parce qu'en Afrique, il ne leur manquait plus que ça comme emmerdes: le nucléaire... L'Afrique c'est pas l'endroit idéal pour le solaire thermique (marmites artisanales à chauffage solaire) et photovoltaïque?

[pg/source:

Energie Panorama n.323]

Electricité des vagues

On croyait ce genre de projets peu prometteurs, mais apparemment de nouvelles idées apparaissent. Le ministre irlandais de la Marine, John Woods, affirme que l'énergie des vagues pourrait fournir 40% des besoins irlandais en électricité.

Une nouvelle technologie aurait été mise au point par l'entreprise *Duquesne Environnemental*. Une installation pilote pourrait être mise en service au large des côtes l'an prochain déjà. Un autre projet prévoit des EOLIENNES OFFSHORE au large des côtes occidentales. Les aérogénérateurs seraient de 1,2 mégawatt chacun.

[pg/source:

Energie Panorama n.318]

Complot international?

D'après la *Lettre de l'énergie*, organe de la Fédération romande de l'énergie (FRE), le principal objet de l'acharnement antiatomique est D'ELIMINER LE PLUS DANGEREUX CONCURRENT DES AGENTS FOSSILES ET D'AFFAIBLIR LA CAPACITE INDUSTRIELLE DE L'EUROPE!!! Tels sont les objectifs du «lobby antimoléculaire mondial». Voilà, vous savez enfin que ma dernière Mercedes flambant neuve m'a été offerte par Shell, que Esso s'apprête à verser un million de dollars par année à ContrAtom, et que le combat international contre Superphénix n'était qu'un paravent destiné à cacher notre lutte antieuropéenne. Mais même tout cela n'est qu'une étape car en réalité, je vous le révèle, notre objectif ultime et bientôt atteint est de dominer... le MOOOOONDE!

[pg/source:

La lettre de l'énergie n.61]

(ndlr. Notre rédacteur, signataire des brèves ci-dessus, vient d'être emmené d'urgence en clinique dans un état jugé grave. Veuillez excuser les propos incohérents qu'il a peut-être eus.)

Rejets radioactifs en Méditerranée

Les conseillers de Dominique Voynet viennent d'apprendre, disent-ils, que la Marine française rejetait en toute légalité dans la rade de Toulon les effluents radioactifs de ses sous-marins nucléaires d'attaque et du «Charles-de-Gaulle». Remarquez, c'est une économie: auparavant, le traitement de ces déchets se faisait à Cadarache pour 10 millions par an, taxes comprises...

C'est Jospin qui, le 30 novembre 1997, a signé un décret, classé «confidentiel défense», autorisant le déversement en mer de cette pollution radioactive.

Prise la main dans le sac en juin dernier, la Marine a dû avouer. Depuis, la tempête enfle chez les riverains. Pendant des années, les autorités militaires ont menti, en cachant qu'elles rejetaient déjà leurs effluents... Aujourd'hui, la préfecture de Toulon assure qu'elle «travaille depuis un an à un nouveau plan d'intervention». Utile précision: ce plan est obligatoire! Car, avec ses six sous-marins et le porte-avions, Toulon compte huit réacteurs nucléaires, soit autant qu'une centrale comme celle de Gravelines.

Le ministère de la Défense, lui, rappelle que les «éléments sont très faiblement radioactifs». Mieux, il jure qu'il «respecte les objectifs de la convention de Barcelone» (zéro rejets en Méditerranée). Facile... cette convention ne s'applique pas à la Défense!

[pv/source: Le Canard enchaîné du 22.12.99]

Plein les dents

Le radio-isotope cancérigène Strontium-90 se retrouve dans la dentition d'enfants nés dans les années 80 au même niveau que c'était le cas dans les années 50, lors des essais nucléaires atmosphériques massifs des USA et de l'URSS, tel est le résultat d'une recherche conduite aux USA. Rappelons que c'est notamment cette prolifération de Strontium cancérigène qui a conduit à l'accord USA-URSS de 1963 interdisant les essais nucléaires dans l'atmosphère. Les chercheurs attribuent leur découverte inquiétante à des émissions en provenance de réacteurs nucléaires. Three Mile Island et Tchernobyl y ont sans doute leur part, mais des «incidents» plus «ordinaires», notamment des rejets importants, officiellement admis, provenant de quatre réacteurs dans le Comté de Suffolk où de nombreux échantillons dentaires ont été prélevés seraient notamment en cause!

[pv/source: WISE 29.10.99]

Too much!

Lors d'un discours au parlement européen un certain John Ritch, ambassadeur des USA, a notamment tenu les propos suivants, selon le dernier bulletin de l'Association Suisse pour l'énergie atomique: «Il faudra

renforcer l'utilisation de l'énergie nucléaire [...] Il incombe aux hommes politiques de mieux informer le public afin de prévenir des dégâts environnementaux irréversibles...» En outre, l'ambassadeur «a identifié trois mythes sur l'énergie nucléaire: elle faciliterait la prolifération des armes atomiques, elle comporterait le risque d'un deuxième Tchernobyl, et les déchets radioactifs constitueraient une bombe à retardement sous l'angle écologique». Pour démentir ces soi-disant mythes, M. Ritch a indiqué «que toute tentative de prolifération nucléaire serait très probablement découverte» et que «le domaine de la sûreté avait connu un grand développement depuis Tchernobyl...» Quant aux déchets radioactifs, il affirme que «leur impact sur l'environnement serait minime...»

[pv/source: Bulletin ASPEA n.21]

Faire la bombe, ça craint!

La Grande-Bretagne exploite à Aldermaston, à moins de 80 km de Londres, une usine classée top-secret pour la production de ses bombes atomiques. Le quotidien *The Observer* a publié, à fin octobre, un dossier fondé sur des documents confidentiels internes à cette usine de mort. Ceux-ci révèlent qu'il y a eu, depuis février, 8 violations caractérisées des règles concernant la «criticité» (cf. Tokaimura) et au total une centaine d'incidents graves présentant des risques majeurs: équipements anti-feu inopérants, bidouillage électrique dans une zone de stockage d'explosifs, générateurs de secours en panne en même temps que l'alimentation par le réseau, étiquetage et entreposage fantaisiste de substances dangereuses, etc.

En outre, un incident en 1993, qui a failli causer une explosion atomique lors de l'usinage d'une charge nucléaire, a été confirmé par l'un des directeurs de l'installation.

Autre affaire, le *Sunday Times* du 17 octobre révélait qu'une usine *Rolls Royce* au centre de l'Angleterre fabriquait en secret du combustible pour les sous-marins nucléaires et que l'organisme d'inspection officiel (NII) avait mis en cause la sécurité de l'installation...

[pv/source: WISE 29.10.99]



Mort d'un homme...

Un employé du complexe nucléaire japonais de Tokaimura, très grièvement irradié lors grave accident du 30 septembre, est décédé dans la nuit du 21 au 22 décembre, malgré les soins intenses prodigués pendant 83 jours par de grands spécialistes.

Hisashi Ouchi, 35 ans, est mort mardi à 23H21 locales, entouré de sa femme et de ses proches, de la défaillance de plusieurs organes vitaux, a indiqué l'hôpital universitaire de Tokyo où il était soigné.

Le premier ministre Keizo Obuchi a présenté ses condoléances à sa famille...

Le 30 septembre, Hisashi Ouchi travaillait avec deux collègues à dissoudre de la poudre d'uranium dans de l'acide nitrique afin de fabriquer du combustible nucléaire dans un atelier du complexe de Tokaimura, à 120 km au nord de Tokyo.

Le versement d'une trop forte quantité d'uranium, a déclenché un accident de criticité, c'est à dire une réaction de fission en chaîne, entraînant une émission intense de rayonnements gamma et neutroniques. Ouchi a été le plus fortement atteint, recevant une dose de radiation estimée à 17.000 fois l'exposition moyenne annuelle.

...qui a pu bénéficier des «techniques les plus avancées»

Selon l'AFP, une telle exposition «aurait entraîné la mort au bout d'une douzaine de jours il y a quelques années mais les médecins japonais, aidés de spécialistes internationaux, ont pu lui faire bénéficier des techniques les plus avancées.»

Il ont notamment pratiqué une greffe de moelle provenant de sa soeur pour repeupler sa moelle osseuse de cellules sanguines.

Mais son état de santé s'est irrémédiablement dégradé en raison notamment de l'extrême détérioration de son système digestif.

Saignant abondamment, il devait recevoir de très importantes quantités de sang transfusé chaque jour.

Son coeur s'était même momentanément arrêté de battre pendant une heure le 27 novembre. ..

Sans commentaires !

[pv/source: AFP, Tokyo 22.12.99]

La résistance antinucléaire toujours d'actualité ?

Y'en a qui disent comme ça que la lutte antinucléaire est un combat d'arrière-garde et qu'il s'agit dorénavant de vouer toute son énergie à combattre le néolibéralisme, les OGM, etc. Et bien, je dis, moi, qu'il vaut mieux entendre ça que d'être sourd ! Si les luttes anti-OMG, anti-OMC, anti-libéralisme etc. s'imposent à l'évidence, abandonner le combat antinucléaire à l'heure qu'il est, serait une véritable aberration.

Toutes ces campagnes sont à mener de front, elles sont imbriquées les unes dans les autres, elles sont toutes solidaires. Il s'agit finalement d'une seule et même lutte, primordiale et indispensable : celle pour la VIE.

Pour ce qui est du nucléaire, jetons un bref coup d'oeil sur le passé très récent, mettons ces trois derniers mois :

1^{er} septembre 1999: reprise des transports des déchets radioactifs vers La Hague;

7 septembre 1999: Pannes diverses à Mühlberg;

30 septembre 1999: Accident nucléaire à Tokaimura au Japon;



par
Anne-Cécile

14 octobre 1999: Les Etats-Unis renoncent à signer le traité d'interdiction globale des essais nucléaires.

Regardons maintenant ce qui nous attend dans les années qui viennent:

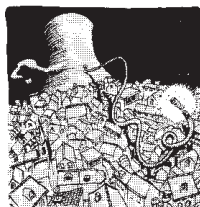
- imminence de la libéralisation des marchés de l'électricité;
- retour programmé de nos déchets nucléaires en provenance de La Hague ;
- projet d'enfouissement des déchets nucléaires ici et ailleurs avec le risque de contamination de la nappe phréatique. (Ils n'auront même plus d'eau potable pour arroser leur OGM !);
- importance de remporter la votation qui aura lieu dans moins de deux ans au sujet des deux nouvelles initiatives antinucléaires fédérales, (sortie et moratoire)...

Comme vous le constatez, il y a du pain sur la planche et ce n'est pas le moment de baisser les bras.

L'avenir sera dénucléarisé ou ne sera pas, et cela dépend aussi de nous !

Résistant-e-s antinucléaires, retrouvez vos manches, la lutte continue !

Tokaimura suites...



Le 24 décembre, trois jours après le décès rapporté ci-contre, une commission officielle japonaise a rendu public un rapport sur l'accident du 30 septembre à Tokaimura.

Parmi les conclusions de celui-ci, rapportées par *Associated press* le fait que «en poussant au rendement maximum, la compagnie et ses employés n'ont pas maintenu leur standards éthiques ce qui a causé le désastre» et une admission que le laxisme des contrôles officiels avait été un facteur contribuant à l'accident.

En outre, le rapport incite vivement les exploitants d'installations atomiques et le gouvernement à «cesser de tenter de propager le mythe de la sûreté absolue du programme nucléaire japonais».

CONTRATOM, dans notre dossier paru en octobre, avait évidemment déjà affirmé l'évidence selon laquelle la course au profit maximum des industriels du nucléaire représente en soi un danger majeur et une des cause principale de l'accident.

En l'occurrence, la compagnie impliquée, assurée en la matière à hauteur de 10 millions de dollars seulement, verra ses profits quelque peu écornés. Elle vient en effet d'accepter un premier règlement de 52,3 millions de dollars d'indemnisation pour les dommages réclamés par plusieurs milliers de plaignants.

Quant à la «sûreté absolue», il y a longtemps que personne n'y croit. Par contre, ce qu'il est important de propager, et nous nous y employons, c'est la vérité élémentaire quant à l'«insécurité fondamentale», essentielle, de l'industrie atomique, qui se confirme toujours d'avantage au fil du temps.

[pv/source: AP 24/29.12.99]

Merci Sylvie!



«**ContrAtom, bonjour!**»

Ça va nous faire drôle de ne plus entendre la voix de Sylvie au bout du fil!

Comment, vous n'êtes pas au courant? Sylvie Hottelier prend une pause, elle a quitté la permanence de CONTRATOM à fin décembre.

Nous ne nous étendrons pas sur ses motivations, de crainte d'en donner une fausse interprétation. Nous tenons simplement à la remercier très chaleureusement pour son indispensable présence au cours de toutes ces années.

Son dynamisme, sa compétence, son efficacité, son sens de l'organisation, ont fait que sous sa houlette, CONTRATOM a marché comme sur des roulettes.

Bien que réfractaire aux techniques de l'ordinateur, (elle pensait, il n'y a pas longtemps encore, qu'une souris servait surtout à grignoter du fromage!), elle s'y est attelée avec courage et a même réussi à confectionner plusieurs journaux de ContrAtom en tant que maquettiste! Tu as toute l'admiration d'Anne-Cécile, Sylvie!

Mises à part ses qualités d'ordre professionnel, on sent toujours chez Sylvie, le «palpitant» qui n'est pas loin! Elle réagit avec le coeur et les émotions. Elle s'emporte au quart de tour si quelque chose lui déplaît. Elle n'est pas du genre à cacher la merde aux chats, Sylvie! Avec elle, au moins, on sait toujours sur quel pied danser. Sa franchise est stimulante, son enthousiasme et sa passion aussi, quand elle craque pour un projet qui la branche!

Chère Sylvie, nous espérons que ton absence ne sera qu'un intermède et que tu reviendras un jour ou l'autre nous épauler dans la lutte.

Ne nous perdons pas de vue!

Avec toute la reconnaissance de la famille CONTRATOM...

Anne-Cécile

CONTRATOM

invite ses membres, ami-e-s, lecteurs/trices, anciens (et nouveaux) combattant-e-s, bref tous ceux qui souhaitent contribuer peu ou prou (si possible plutôt prou) aux activités de l'association à quelque niveau que ce soit à participer à la prochaine...

RÉUNION OUVERTE DU COMITÉ

qui se tiendra

MERCREDI 26 JANVIER 2000

à 20H30 dans nos locaux au CRAC (7 Bd Carl-Vogt - 3^e étage)

A l'ordre du jour, notamment:

- **CONTRATOM:** programme d'activités pour l'an 2000
- **Formes** d'organisation, secrétariat, rédaction du journal...



Notre prochain journal devrait paraître début mars. D'ici là vos commentaires, suggestions, propositions d'articles, de dessins, de photos, ou autres collaborations, ainsi que vos demandes de numéros à diffuser dans votre entourage et votre soutien financier (dons, abonnements) sont les bienvenus !
Tél: 022 781 48 44 - CCP 12-13446-0

JAB
1211 Genève 8
PP (Journal)
CH-1211 Genève 8

Le 12 mars 2000 l'initiative populaire fédérale «visant à réduire de moitié le trafic routier motorisé afin de maintenir et d'améliorer des espaces vitaux» passe en votation populaire.

Cette initiative dite dans un premier temps «Rétrotrafic» ou aujourd'hui «actif-traffic» fait d'ores et déjà l'objet d'une campagne effrénée, mensongère ... et à gros budget, par les partisans de la bagnole à tous crins.



RÉTRO-TRAFIC

est une initiative qui vise à réduire de moitié le trafic routier motorisé et qui

- multipliera les contraintes administratives et les contrôles policiers,
- augmentera fortement le prix de l'essence,
- engendra taxes supplémentaires et péages,
- restreindra l'accès aux villes,
- introduira un contingentement kilométrique individuel,
- isolera la Suisse de l'Union européenne,
- compromettra des dizaines de milliers d'emplois liés aux transports et au tourisme.

Printemps 2000: votez

Pour contact avec actif-Traffic à Genève d'ici l'Assemblée:

Case postale 6050

Tél. + fax : 022 736 03 48

E-Mail : caroline.gaulis@dplanet.ch

(v. à ce propos l'encart ci-contre, paru à répétition, sur des demi-pages, dans nombre de quotidiens romands depuis des mois.)

A Genève, les citoyen-ne-s votent dès le 21 février déjà. Le temps est compté pour mettre en route une campagne militante et populaire significative.

Nous invitons donc chacune et chacun à participer à une...

Assemblée élargie

du comité genevois de soutien à cette initiative

MARDI 11 JANVIER 2000
à 20H00 à la

MAISON DE QUARTIER DE SAINT-JEAN
(8, chemin du Furet)